

identifions depuis longtemps aux aspirations de ce continent à l'indépendance et à la justice. Ainsi, ces dernières années, le Canada a participé au processus internationalement accepté d'accession à l'indépendance du Zimbabwe, et nous poursuivons toujours nos efforts pour permettre à la Namibie d'accéder elle aussi à une indépendance analogue. Notre opposition à l'apartheid en Afrique du Sud s'est traduite dans les faits par des mesures économiques et autres que nous avons prises à l'égard de ce pays. L'intérêt que nous avons manifesté pour les besoins de l'Afrique a débouché, au fil des ans, sur un engagement ferme et permanent du Canada à l'égard du développement de l'Afrique, comme en témoigne l'aide au développement fournie par le Canada à la plupart des pays du continent; cette assistance s'élève à plus de \$300 million ou 45 pour cent de l'ensemble de notre programme d'aide bilatérale.

Nous considérons que les problèmes de l'Afrique revêtent un caractère mondial et que, de ce fait, ils touchent directement le Canada. Notre engagement en ce qui concerne les aspirations des peuples africains est manifeste. C'est pourquoi nous nous sentons tenus de répondre de manière constructive au problème crucial et croissant de l'Afrique qui est l'objet de cette Conférence; je veux parler du sort alarmant des réfugiés africains. Nous avons l'intention de participer pleinement à la satisfaction des besoins les plus urgents sur le plan humanitaire et à la recherche de solutions aux problèmes qui sont à la racine du mal.

Monsieur le Secrétaire général, le Canada a fourni l'an dernier 8,5 millions de dollars en aide alimentaire d'urgence pour faire face à la situation. Nous avons récemment accordé une subvention de 1 million de dollars au programme All-Africa du CIRC pour 1981; nous avons de plus versé des contributions totalisant \$475 000 à deux organismes des Nations Unies qui fournissent une aide à l'éducation aux réfugiés de l'Afrique australe, à savoir le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et l'Institut pour la Namibie. J'ajoute que nous avons l'intention de continuer à appuyer ces programmes. Cette année, nous avons porté à 4 millions de dollars notre contribution au budget ordinaire du Haut Commissariat, en partie pour répondre aux besoins accrus des programmes africains. Plus récemment, à l'occasion de la Conférence du Zimbabwe sur la reconstruction et le développement, nous avons fait part de l'engagement du